



## Séance du lundi 29 juin

### AGENDA

#### Vacances d'été

#### Lundi 14 septembre

– 11h : Jury de la 30<sup>e</sup> édition des prix de la fondation culturelle franco-taïwanaise

– 15h :

Élie BARNAVI et Chloé BERGER : « Israël et les territoires palestiniens : la solution de deux États »

– 18h : Cérémonie de remise des prix de la 29<sup>e</sup> édition de la fondation culturelle franco-taïwanaise (Grande salle des séances)

### DÉPÔT D'OUVRAGES

**B. Cotte** dépose l'ouvrage d'Amin Maalouf et Éric Fottorino, *La Fraternité* (M. Lafon, 2026, 80 p.).

**H. Gaymard** dépose l'ouvrage de Alexandre Jubelin et André Loez, et alii, *Guerres oubliées : une autre histoire militaire du monde contemporain*, (Éditions Binge, 2026).

**J.-R. Pitte** dépose l'ouvrage de Bruno Tertrais, *Géopolitique de comptoir. Comment répondre aux idées reçues, fantasmes et clichés sur le monde ?* (Eyrolles, 2026, 158 p.).

Le président appelle aux honneurs de la séance Madame Tania Cavassini, ambassadrice de Suisse en France et Madame Ana Palacio, ancienne ministre des Affaires étrangères d'Espagne.



### « Géopolitique de l'intelligence artificielle »

Olivier DELLENBACH

Président de ChapsVision

L'intelligence artificielle constitue une révolution technologique majeure qui redéfinit les rapports de puissance mondiaux. Comme le pétrole au XX<sup>e</sup> siècle, elle devient un levier stratégique, mais son développement repose avant tout sur la maîtrise de l'électricité, des semi-conducteurs, du cloud et des données. Cette



transformation, d'une rapidité inédite, s'accompagne de l'essor de systèmes capables d'agir de manière autonome et renforce le pouvoir de quelques grandes entreprises technologiques, désormais aussi influentes que certains États.

La compétition mondiale est dominée par les États-Unis, qui bénéficient d'un écosystème d'innovation exceptionnel, et par la Chine, qui mise sur une stratégie étatique ambitieuse pour rattraper son retard. L'Europe possède des atouts scientifiques, industriels et réglementaires importants, mais peine encore à transformer ces avantages en véritable souveraineté numérique. Malgré cette rivalité, Olivier Dellenbach estime que le risque de conflit entre grandes puissances demeure limité en raison de la forte interdépendance des chaînes de valeur de l'IA : aucun acteur ne maîtrise seul l'ensemble des ressources nécessaires, ce qui favorise un équilibre fondé sur des dépendances réciproques.

Selon lui, le principal danger de l'intelligence artificielle ne réside donc pas dans les tensions géopolitiques, mais dans ses conséquences sociales. L'automatisation touche désormais les métiers qualifiés, fragilise les classes moyennes et risque d'accroître les inégalités en concentrant les richesses entre les mains des détenteurs des technologies.

À cela s'ajoutent un sentiment croissant de perte de contrôle face aux grandes plateformes numériques et des tensions liées aux besoins énergétiques de l'IA. Ces évolutions pourraient alimenter les populismes, affaiblir les démocraties et, indirectement, déstabiliser les relations internationales.

Face à ces défis, la France et l'Europe doivent développer une véritable stratégie de puissance en s'appuyant sur leurs atouts, notamment leur excellence scientifique, leurs capacités industrielles et leur production d'énergie décarbonée. Toutefois, la souveraineté technologique ne sera durable que si elle s'accompagne de politiques permettant de redistribuer les gains de productivité, de former les travailleurs et de préserver la cohésion sociale. En définitive, Olivier Dellenbach soutient que l'enjeu central de la révolution de l'intelligence artificielle est moins technologique que politique et moral : il s'agit de maîtriser cette transformation afin qu'elle renforce la prospérité collective sans compromettre la stabilité des démocraties et le contrat social.

À l'issue de sa communication, Olivier Dellenbach a répondu aux observations et aux questions que lui ont adressées **J. de Larosière, P.-M. Menger, Th. de Montbrial, J.-R. Pitte, Ph. Aghion, D. Senequier, L. Ravel, J.-C. Trichet, M. Pébureau, G.-H. Soutou.**

## LA SEMAINE DES ACADÉMICIENS

### PUBLICATION

#### *La Reine et le Sabre*



**Jean Tulard** a préfacé le dernier ouvrage de Yasmine Murat consacré à la sœur de Napoléon, Caroline Murat. Il est paru aux éditions de l'Archipel Romans le 25 juin dernier.



### DANS LA PRESSE ET SUR LES ONDES

#### Être mortel, être pressé



**Rémi Brague** a donné un entretien le 23 juin dernier au journal *Valeurs actuelles* consacré à son livre *L'Homme pressé*. Il s'interroge sur une expérience devenue banale : le sentiment de manquer de temps. Plutôt que d'en rechercher les seules causes sociales ou technologiques, il en propose une analyse philosophique. La question centrale n'est pas « pourquoi notre époque accélère ? », mais « pourquoi l'être humain est capable d'éprouver cette pression du temps ? ». Selon lui, cette expérience distingue profondément l'homme de l'animal. Les animaux peuvent être très rapides, mais leur vitesse répond toujours à une nécessité immédiate : fuir ou chasser. L'homme, en revanche, peut courir « contre la montre » sans menace extérieure précise. Il ressent qu'il lui reste quelque chose à accomplir avant qu'il ne soit trop tard, même lorsqu'il ne sait pas exactement quoi.

**Rémi Brague** distingue également la « presse » de la simple précipitation. La précipitation est un défaut qui conduit à agir sans réflexion ; la presse est plus fondamentale. Elle exprime la conscience que le temps est limité et que l'existence est soumise à une forme de contrainte intérieure. Cette réflexion le conduit à relire la tradition chrétienne. Il rappelle que le Nouveau Testament évoque fréquemment une forme de pression ou de tribulation qui pèse sur l'homme. Le christianisme introduit ainsi un sentiment d'urgence : le temps est compté et l'existence doit être orientée vers ce qui a une véritable valeur. Pour le philosophe, la source ultime de cette expérience réside dans la conscience de la mort. L'homme est le seul être vivant qui sache qu'il devra mourir. Cette certitude crée une tension permanente et explique ce sentiment diffus que le temps manque toujours. Mais cette pression possède aussi une dimension positive. En nous rappelant nos limites, elle nous fait prendre conscience de notre condition réelle. Lorsque le temps ou l'espace nous manquent, nous

découvrons qu'ils ne sont pas des biens que nous possédons, mais les cadres mêmes de notre existence. **Rémi Brague** ne voit ainsi dans l'homme pressé non pas seulement un produit de la modernité, mais une figure profondément humaine : un être conscient de sa finitude, habité par le sentiment qu'il lui faut accomplir quelque chose avant que le temps qui lui est donné ne s'achève.



**Jean-Claude Trichet** a donné une interview à la revue française *Le Trombinoscope* - qui coopère aussi avec le Parlement européen - sur l'avenir de l'Europe et sur les raisons pour lesquelles il fallait aller plus loin dans la construction de l'Europe politique.



L'ancien président de la Banque centrale européenne a donné une longue interview en langue allemande à la revue *Focus Money* dans le cadre d'un vaste tour d'horizon, allant de la grande crise de 2008 aux défis d'aujourd'hui.

## Le Royaume-Uni face à une crise de transformation



Ce samedi 27 juin, **Jean-Claude Casanova** et Jean-Marie Colombani ont mis en lumière, dans l'émission Commentaire diffusée sur Radio Classique, les difficultés profondes que traverse aujourd'hui le Royaume-Uni. Avec le journaliste Marc Roche, correspondant du journal *L'Opinion* à Londres, ils font le constat que la démission de Keir Starmer, pourtant vainqueur des élections de 2024, symbolise une instabilité politique inédite. Fragilisé par les mauvais résultats locaux, la progression de Nigel Farage et les divisions du Parti travailliste, il a perdu la confiance de sa majorité. Ils soulignent également la dégradation de la situation économique britannique : croissance faible, déficit budgétaire élevé, endettement important et coût de la dette supérieur à celui de plusieurs pays européens. À ces difficultés s'ajoutent les conséquences durables du Brexit, désormais largement considéré comme un échec économique, même si aucun responsable politique ne souhaite rouvrir le débat sur une réadhésion à l'Union européenne. La question migratoire occupe par ailleurs une place centrale dans les tensions actuelles. Malgré une baisse récente de l'immigration sous Keir Starmer, une partie de l'opinion considère que le modèle multiculturel britannique est en crise. Cette situation alimente la montée du parti Reform UK de Nigel Farage, aujourd'hui très haut dans les sondages. L'arrivée probable d'Andy Burnham ouvre une nouvelle séquence politique. Ancien maire de Manchester, pro-européen convaincu, il souhaite développer une politique sociale plus ambitieuse. Mais sa principale difficulté sera de financer ses projets dans un contexte budgétaire très contraint. Son premier budget sera donc déterminant pour juger de sa crédibilité. Sur le plan international, le Royaume-Uni conserve une influence importante grâce à son soutien à l'Ukraine, à son rapprochement avec la France, l'Allemagne et la Pologne, ainsi qu'à ses liens étroits avec les États-Unis. Toutefois, plusieurs épisodes récents ont révélé l'affaiblissement de ses capacités militaires, notamment navales, alimentant le sentiment d'un déclin stratégique. Enfin, la monarchie elle-même apparaît moins solide qu'auparavant. La popularité de Charles III recule, tandis que le courant républicain progresse, notamment chez les jeunes générations. Les efforts de transparence engagés par le roi témoignent de la nécessité pour l'institution de se réinventer afin de conserver sa légitimité. Le Royaume-Uni est en quête d'un nouveau modèle. Entre les séquelles du Brexit, les difficultés économiques, la montée des populismes et les interrogations sur son rôle international, le pays doit redéfinir à la fois son projet national et sa place dans le monde.

### 50 millions d'euros pour les mathématiques : le geste inédit de Bernard Arnault à Polytechnique



L'École polytechnique a annoncé la création, d'ici 2030, d'un Institut de mathématiques et des sciences fondamentales **Bernard Arnault**, rendu possible grâce à un don exceptionnel de 50 millions d'euros de l'académicien, ancien élève de l'école et PDG de LVMH. Ce financement, apporté par la société familiale Agache, constitue le plus important don jamais enregistré dans l'enseignement supérieur français. L'institut aura pour vocation de devenir un centre international d'excellence en mathématiques, physique et informatique. Il accueillera les laboratoires de mathématiques de Polytechnique, ainsi que des enseignants-chercheurs, doctorants, post-doctorants et chercheurs invités. Le projet vise également à favoriser les échanges interdisciplinaires et à renforcer l'attractivité scientifique du plateau de Saclay, où collaborent déjà étroitement l'Institut polytechnique de Paris et l'université Paris-Saclay. La direction de l'École présente ce nouveau bâtiment comme un lieu de rencontre et de brassage intellectuel, inspiré de grands centres de recherche internationaux tels que le Courant Institute de New York ou le Simons Institute de Berkeley. L'ambition est notamment d'accueillir des chercheurs de premier plan grâce à un système de résidences scientifiques temporaires. Au-delà du projet lui-même, l'École polytechnique voit dans cette initiative un moyen de développer la culture de la philanthropie scientifique en France, moins répandue qu'aux États-Unis. La direction espère que ce don servira d'exemple et encouragera d'autres mécènes à soutenir l'enseignement supérieur et la recherche. Un comité scientifique composé de chercheurs sera chargé de définir et de piloter le programme scientifique.

### L'Europe fédérale : Un idéal au service de la prospérité



Jeudi 25 juin à la demande du Bureau de représentation en France du Parlement européen, **Jean-Claude Trichet** est intervenu à « l'Europa Expérience Paris » situé 28 place de la Madeleine. Le gouverneur honoraire de la Banque de France a pu porter deux messages de son discours de Strasbourg devant la session plénière du Parlement européen après sa remise de l'Ordre européen du Mérite : la résilience de l'Euro et de la zone Euro, et la nécessité de s'engager résolument dans la construction d'une Europe fédérale. Participaient notamment à cette manifestation : Laurence Boone, ancienne secrétaire d'État à l'Europe et Aurore Lalucq, présidente de la Commission monétaire du Parlement européen.



La presse de l'université allemande d'Hildesheim a publié, entièrement en anglais, le livre de **Jean-Claude Trichet** « The ECB during the Eurocrisis and its future role in global disruption ». L'ouvrage est largement concentré sur une réflexion autour de la période de la très grande crise de 2007-2008. L'université a tenu à imprimer en annexe des lectures universitaires portant sur la crise, en particulier : la « Clare lecture » sur le risque systémique au Clare College de l'Université de Cambridge en 2009 et la « Stavros Niarkos lecture : Lessons from the crisis » au Peterson Institute de Washington en 2012. De même, on trouve dans ce livre la « Per Jacobsson Lecture : Central Banking in the crisis: conceptual convergence » à Washington en 2013. Enfin, la fin de l'ouvrage est consacrée à une leçon récente « Inflation: the new challenges for monetary policy » donnée aux étudiants européens dans le cadre de l'Erasmus Mundus Joint Master à l'Université Paris Cité en janvier 2026.



**Jacques de Larosière** a prononcé une allocution sur la sortie de crise financière de la France le mardi 23 juin 2026 sous l'égide de parlementaires qui s'intéressent particulièrement à ces questions. Cette réunion a rassemblé plusieurs centaines de participants. L'intervention de l'académicien a été suivie par celle d'Agnès Verdier Molinier.

## Le Club de Paris, un modèle de gestion des crises de dette



Le gouverneur honoraire de la Banque de France a été invité par le ministre des Finances à intervenir à un Forum international pour commémorer les 70 ans du Club de Paris, initiative de la direction du Trésor Français qu'il a présidée lorsqu'il y travaillait. Il y a souligné le rôle majeur de cette institution dans le traitement des crises de dette souveraine. Selon lui, son succès tient à trois caractéristiques : une origine pragmatique née des besoins réels des États, une méthode fondée sur la négociation plutôt que sur la contrainte, et une vocation résolument internationale. Le Club de Paris s'est ainsi imposé comme un instrument essentiel du multilatéralisme financier. L'ancien directeur du Trésor rappelle qu'une crise de la dette ne peut être résolue que par un accord entre créanciers et débiteurs. Les premiers ont intérêt à récupérer une partie de leurs créances ; les seconds doivent restaurer leur crédibilité financière. La réussite repose donc sur la transparence, la bonne foi, le réalisme économique et la recherche de solutions négociées. À ses yeux, la flexibilité et l'esprit de coopération sont plus importants que l'application mécanique de règles rigides. Il estime que l'évolution récente du système financier mondial, notamment avec la montée en puissance de la Chine, impose une adaptation des mécanismes existants. Les initiatives du G20 vont dans la bonne direction, mais elles ne doivent pas remettre en cause les principes qui ont fait le succès du Club de Paris : approche multilatérale, égalité de traitement et souplesse dans les négociations. Pour illustrer cette philosophie, **Jacques de Larosière** revient sur la crise mexicaine de 1982. Lorsque le Mexique se trouva incapable d'honorer sa dette extérieure, le risque d'une crise bancaire mondiale était réel en raison de l'exposition des grandes banques internationales. Avec Paul Volcker, alors président de la Réserve fédérale américaine, il contribua à mettre en place une solution négociée : report concerté des échéances, intervention du FMI et mobilisation des créanciers privés. Cette « stratégie collaborative » permit d'éviter un défaut désordonné et de préserver la stabilité du système financier international. Enfin, le gouverneur honoraire de la Banque de France conteste l'idée selon laquelle les années 1980 auraient constitué une « décennie perdue » pour l'Amérique latine. Selon lui, les réformes engagées au Mexique après la crise ont permis un assainissement durable des finances publiques et renforcé la stabilité du pays. Les restructurations de dette, puis le plan Brady, ont contribué à rétablir progressivement une situation financière saine. Il voit dans l'expérience du Club de Paris la démonstration qu'une crise de dette se résout avant tout par le dialogue, la responsabilité et la coopération entre les parties prenantes. Ces principes demeurent, selon lui, indispensables au bon fonctionnement du système financier international.

## L'ancrage de change et la crédibilité : les enjeux de la stabilité monétaire du Liban



**Jacques de Larosière** a continué à participer, à la demande du Gouvernement libanais, à une négociation avec les autorités libanaises destinée à les conseiller sur le choix de leur politique monétaire. Dans son intervention, il a partagé son analyse du rôle des currency boards (caisses d'émission) dans les programmes d'ajustement économique, ainsi que leur pertinence dans un contexte de crise comme celui du Liban. Dans les pays marqués par des années de mauvaise gestion, toute nouvelle équipe gouvernementale souffre d'un déficit de crédibilité, même si elle est compétente. Dans ce contexte, l'adhésion à des règles strictes et contraignantes, comme celles imposées par un currency board (ancrage d'une monnaie sur une autre) peut apparaître comme un moyen de restaurer la confiance. Il souligne à cet égard que le courage politique consiste précisément à accepter de renoncer à une part de ses prérogatives pour rétablir la crédibilité. Il recommande d'assurer la stabilité monétaire au Liban en réancrant le taux de change, tout en traitant les déséquilibres structurels (finances publiques, secteur énergétique, administration, etc.). Enfin, l'objectif ultime ne doit pas être de protéger ou de fermer l'économie, mais au contraire de la rouvrir et de restaurer la confiance internationale. Une stabilité monétaire combinée à des réformes structurelles soutenues par le FMI, doit permettre d'attirer de nouveaux capitaux, de renforcer le système bancaire et d'assurer une amélioration durable des réserves.

## Comprendre le passé pour penser la nation



Le cercle Saint-Honoré vient de publier la vidéo de l'intervention d'**Emmanuel de Waresquiel** du 5 décembre dernier autour de ses deux derniers ouvrages : *Il nous fallait des mythes* et *Rien ne passe, tout s'oublie*. L'académicien propose une réflexion sur les liens entre histoire, mémoire et identité nationale. Pour lui, les sociétés ont besoin de mythes fondateurs, mais ceux-ci ne doivent pas être confondus avec la vérité historique. Le rôle de l'historien n'est pas de les détruire ni de les célébrer, mais d'expliquer leur naissance, leur évolution et leur fonction dans la construction des imaginaires collectifs. Son analyse porte principalement sur la Révolution française. Il montre que des événements comme le Serment du Jeu de paume, la prise de la Bastille ou la Fête de la Fédération ont été progressivement transformés en récits fondateurs destinés à légitimer la République. L'historien cherche donc à retrouver les faits tels qu'ils furent vécus par leurs contemporains, avant leur réinterprétation par la mémoire nationale. **Emmanuel de Waresquiel** insiste sur la méthode historique. Toute source doit être interrogée : qui l'a produite, dans quel contexte, pour quel public et avec quelle intention ? Il souligne également qu'aucun historien n'échappe totalement à son époque, mais que l'honnêteté intellectuelle consiste précisément à limiter ses propres biais et à respecter les faits. Plus qu'une vérité absolue, il recherche une « justesse » permettant de comprendre les mentalités et les sensibilités d'un temps révolu. Une part importante de l'entretien est consacrée aux rapports entre la Révolution et le religieux. Selon lui, la Révolution n'a pas simplement détruit le sacré monarchique ; elle a tenté de le transférer vers la nation souveraine. Le Serment du Jeu de paume, les fêtes civiques ou encore le culte de l'Être suprême témoignent de cette volonté de créer une nouvelle forme de sacralité politique. Cette ambiguïté expliquerait en partie certains débats contemporains autour de la laïcité. Évoquant Marie-Antoinette, il rappelle qu'elle demeure une figure profondément clivante : condamnée par une partie de la mémoire républicaine, exaltée par la mémoire royaliste. Son procès lui apparaît avant tout comme le symbole tragique de l'affrontement entre deux mondes, celui de l'Ancien Régime et celui de la Révolution. Enfin, dans un registre plus personnel, il défend la lecture, la lenteur et le goût des archives à l'heure des réseaux sociaux et des algorithmes. Il invite les jeunes générations à cultiver la curiosité, à prendre le temps de lire et à résister à l'immédiateté du numérique. Pour lui, comprendre le passé exige patience, humilité et liberté d'esprit. L'entretien dessine ainsi le portrait d'un historien qui considère que les mythes sont indissociables de la vie des peuples, mais dont la mission consiste à éclairer leur fabrication afin de mieux comprendre la manière dont une nation construit son propre récit.



**Rémi Brague** et **Françoise Mélonio** sont intervenus, ce jeudi 25 juin, à la conférence de l'Academia Tocqueville sur le thème « The secondarity of the West ».



Le correspondant **Emmanuel Maury** est intervenu, ce vendredi 26 juin, lors d'une séance spéciale de l'Académie des sciences d'outre-mer consacrée au sujet « Vers le Sommet de Phnom Penh : quelles perspectives pour la Francophonie ? », en présence de l'ambassadeur du Cambodge et de diverses personnalités.

Les détails joints sont accessibles (quand ils sont disponibles) en cliquant sur l'icône située à gauche de chaque brève.